



Demande de subvention au titre des Crédits de Politique Industrielle

Action collective portée par un centre technique, un pôle de compétitivité ou une organisation/fédération/syndicat professionnel

Les Crédits de Politique Industrielle peuvent permettre de soutenir les actions collectives menées par des opérateurs concourant au renforcement du tissu industriel national des PME.

1. Porteur du projet

Nom de l'organisme :

Adresse du siège social :

.....

Téléphone : Télécopie :

Site internet :

Adresse électronique :

Numéro de SIRET : Numéro d'URSSAF :

Statut juridique : (association loi 1901, GIE, CRT, etc.)

Activité, objet social :

Effectif salariés (à la date de la demande) :

Personne habilitée à signer la convention (représentant légal)

Nom et Prénom :

Fonction :

Adresse (si différente du siège social) :

.....

Téléphone : Télécopie :

Adresse électronique :

Personne responsable du projet

Nom et Prénom :

Fonction :

Adresse (si différente du siège social) :

.....

Téléphone : Télécopie :

Adresse électronique :

2. Projet

Intitulé du projet :

Objet :

Lieu de réalisation :

Durée prévue (en mois) :

Coût prévisionnel global du projet :Euros

Montant de la subvention sollicitée :Euros

Financement du projet :

Origine du financement (Partenaires financiers)	Montant du financement
	Euros
	Euros
	Euros
	Euros
	Euros
	Euros
	Euros

Je soussigné, (*nom et fonction de la personne habilitée*).....
dépose la présente demande de subvention pour le projet cité ci-dessus au titre des Crédits de
Politique Industrielle et certifie que :

- (*nom de l'organisme*)est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales ;
- le projet pour lequel la subvention est demandée n'a reçu aucun commencement d'exécution et m'engage à ne pas commencer l'exécution du projet avant que mon dossier ne soit déclaré complet ;
- les renseignements indiqués et les documents présentés sont exacts ;
- les aides publiques indiquées au plan de financement du projet ont été sollicitées.

Attestation à remplir uniquement au cas de non assujettissement à la TVA

Je soussigné, (*nom et fonction de la personne habilitée*).....certifie que
(*nom de l'organisme*) n'est pas assujetti à la TVA.

Je soussigné, (*nom et fonction de la personne habilitée*)autorise
la diffusion des coordonnées de (*nom de la personne responsable du projet*)
.....et du logo de (*nom de l'organisme*).....sur le site Internet de la DGCIS.

Date, cachet et signature

3. Pièces à fournir en 2 exemplaires par le porteur de l'action collective

- ☐ Le présent formulaire dûment complété, daté et signé ;
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal du compte sur lequel sera versée la subvention ;

✚ Pour les groupements d'intérêt public :

- ☐ Copie de la publication de création du GIP au Journal officiel (1) et copie de la convention constitutive (2) ;

✚ Pour les associations :

- ☐ Copie du récépissé de déclaration à la préfecture (1) et copie des statuts (2) ;

✚ Pour les collectivités locales ou établissements publics :

- ☐ Copie de la délibération de l'organe compétent approuvant le projet d'investissement et approuvant le plan de financement prévisionnel détaillé ;

- ☐ Une note indiquant de façon précise :

1. l'objet du projet ;
2. les objectifs poursuivis et les résultats attendus ;
3. la durée du projet ainsi qu'un **planning prévisionnel détaillé** ;
4. Un état détaillé du coût prévisionnel par nature de dépense, les devis, un état descriptif détaillé pour les dépenses internes (dépenses de personnel, frais généraux, etc.) ;

- ☐ Les éléments comptables **des années N-1 et N-2 (1)** ;

- ☐ Les **deux dernières** liasses fiscales complètes ou **les deux derniers** bilans et comptes de résultat approuvés par l'assemblée et le commissaire aux comptes (2) ;

- ☐ Pour les organismes ayant une activité dans le secteur concurrentiel, la liste des aides publiques obtenues les 3 dernières années (date, origine, montant et objet).

Modalités pratiques

- Dans le cas où l'organisme n'est pas assujéti à la TVA, les dépenses seront indiquées toutes taxes comprises, dans le cas contraire les dépenses seront indiquées hors taxes ;
- La DGCIS accuse réception de la demande de subvention lorsque le dossier est complet. Cet accusé de réception ne vaut en aucun cas promesse de subvention ;
- Aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date d'accusé de réception du dossier complet ;
- La décision d'attribution de la subvention est subordonnée à l'avis du Comité de Gestion des Aides aux Entreprises ;
- Une avance de 5 % du montant prévisionnel de la subvention peut être versée lors du commencement d'exécution du projet ;
- Des versements intermédiaires qui ne peuvent excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet.

(1) Si la subvention demandée est inférieure ou égale à 23 000 euros

(2) Si la subvention demandée est supérieure à 23 000 euros